



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 1**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2023

**Document d'action Programme de promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes en République centrafricaine**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

# 1 SYNTHÈSE

## 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Programme de promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes en République centrafricaine  Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62032  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République centrafricaine
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif Multi-annuel (MIP) 2021-2027 - République centrafricaine
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	OS3 Promouvoir l'égalité des genres, l'autonomisation de la femme et appuyer la lutte contre les violences basées sur le genre.  R1 OS3 Accès aux services de base, l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles sont renforcés.  R2 OS3 La prise en charge holistique des victimes des VBG est améliorée.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	MIP domaine prioritaire 2, secteur 2.3
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal: 5 : Egalités entre les sexes Autres ODD importants, le cas échéant, ciblés :

	1. Pas de pauvreté 8. Travail décent et croissance économique 10. Réduction des inégalités			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	15170 - Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales 15180 - Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	60000 – Secteur privé 21000 - ONG internationales 41100 - Organisation des Nations Unies			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: connectivité numérique gouvernance numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	création d'emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Migration	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): 14.020121 14 000 000 EUR Coût total estimé : 14 000 000 EUR. Montant total de la contribution du budget de l'UE: 14 000 000 EUR.			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	Modalités du projet : <b>Gestion directe</b> par subventions, et <b>Gestion indirecte</b> avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2			

## 1.2 Résumé de l'Action

La crise sécuritaire, économique et sociale que traverse la République centrafricaine (RCA) reste aigüe et affecte durement sa population. La RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain.

Le Programme Indicatif Multi-annuel (MIP) 2021-2027 de l'UE en RCA s'aligne avec l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) de 2019 et les objectifs du Plan National de Relèvement et Consolidation de la Paix 2017-2023 (RCPCA). La stabilisation et la construction de la paix sont les grandes priorités de l'UE. Le MIP prévoit la continuation des efforts entrepris de longue date par l'UE et dans le contexte actuel, l'UE privilégie des programmes qui génèrent le maximum d'impacts directs pour la population.

En RCA, les inégalités de genre sont structurelles, avec un indice d'inégalité de genre (IIG) de 0,67 en 2023, plaçant le pays 159ème sur 162. Le contexte socio-culturel est affecté par des inégalités profondément ancrées dans des normes, us et coutumes patriarcaux et discriminatoires et aggravées par les crises successives auxquelles le pays est confronté.

Dans le cadre du MIP 2021- 2027, cette action vise à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, notamment à travers (i) l'autonomisation économique des femmes, grâce à un accès équitable aux opportunités d'emploi décent et moyens de subsistance durables, ainsi qu'un contrôle amélioré des moyens de production, (ii) la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des êtres humains et (iii) la prise en

compte de manière efficace de l'égalité des sexes dans les lois, politiques et stratégies nationales, à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre. L'action bénéficiera particulièrement les femmes et les filles les plus vulnérables, notamment celles affectées par les crises (déplacées, réfugiées, retournées et communautés hôtes), vivant avec un handicap, et les survivantes de violences basées sur le genre (VBG).

L'initiative vise à promouvoir les actions qui cherchent à déléguer le pouvoir aux femmes, que ce soit sur le marché du travail, dans la communauté, dans les instances de prise de décision et au sein des foyers. Dans ce sens, l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles permettra de libérer leur potentiel, et de contribuer de manière durable et inclusive au relèvement socio-économique du pays. L'autonomisation sera promue à travers une approche prenant en compte les pesanteurs socio-culturelles et les normes institutionnelles discriminatoires auxquelles les femmes et les filles font face. Une approche basée sur les droits favorisera la pleine jouissance des femmes de leurs droits d'accès à l'éducation, à la santé (y compris sexuelle et reproductive), aux ressources productives, à leurs choix en matière de résidence et de profession. L'approche inclusive permettra d'adresser les intersectionnalités, et ainsi s'attaquer aux formes multiples de discrimination et stigmatisation qui souffrent les femmes vivant avec handicap, survivantes de VBG, vivant avec VIH/SIDA et d'autres groupes à besoins spécifiques.

L'action ciblera des zones d'intervention avec les besoins les plus aigus en protection et des régions permettant un plus grand impact sur les populations déplacées, réfugiées et retournées.

La complémentarité avec les interventions d'autres partenaires sera recherché, dans le cadre du Comité de coordination sectorielle sur le genre, violences basées sur le genre (VBG) et femmes, paix et sécurité du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix

L'action contribue à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour le genre 2020-2025 (GAP III)<sup>1</sup>. Tel que prévu dans le plan UE de mise en œuvre pays (CLIP), adopté en 2021, cette action correspond à la mesure ciblée tendant à l'égalité entre les hommes et les femmes. La présente action contribue également à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE visant à lutter contre la traite des êtres humains (2021-2025), ainsi que de la feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile en RCA (2023-2027), en phase d'adoption, et qui cherche à établir un cadre d'échanges stratégiques entre l'UE et la société civile notamment, pour ce cas, les organisations féminines et de défense des droits des femmes, sur les questions politiques, la coopération globale, les enjeux de la société civile, et les questions d'égalité de genre.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La situation politique actuelle est principalement marquée par le retard des élections locales initialement annoncées pour septembre 2022, maintenant retardées à une date à définir; l'annonce de la tenue d'un référendum constitutionnel en juillet 2023 et l'incertaine mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) signé en février 2019 sous l'égide de l'Union africaine.

La RCA est classée au dernier rang sur 151 pays de l'indice ajusté des inégalités (IDHI), avec une valeur de 0,232. Les inégalités de genre sont importantes avec un indice d'inégalité de genre de 0,67 en 2023, plaçant le pays 159ème sur 162. Il compte une population estimée à 6,1 millions d'habitants en 2022<sup>2</sup>, dont 50,2% de femmes, avec près de la moitié (49,4%) âgée de moins de 18 ans et 62,8 % des habitants vivent en milieu rural. Plus de la moitié des ménages a vécu un déplacement depuis 2012 : 67% en zone urbaine et 61% en zone rurale.

La RCA a ratifié les principaux instruments internationaux en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, notamment la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes

<sup>1</sup> Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

<sup>2</sup> World Bank, 2023

(CEDEF). La législation nationale prône l'égalité entre les hommes et les femmes, inscrite dans la Constitution (Préambule, paragraphe 18, art.3 et art.7), et d'une série de lois nationales, notamment la loi sur la parité, stipulant un quota d'au moins 35% des femmes dans toutes les instances de prise de décision étatiques, des partis politiques, du secteur privé et de la société civile – électives et nominatives. Malgré la solidité de l'arsenal juridique en matière de genre, l'absence de certains décrets d'application, des dispositions contradictoires du droit coutumier, la faible représentativité des femmes dans le système judiciaire et le contexte d'impunité qui prévaut en RCA, affaiblissent l'accès effectif des femmes à la justice.

Le contexte socio-culturel est affecté par les inégalités structurelles et profondément ancrées dans les normes, us et coutumes patriarcaux et discriminatoires, aggravées par les crises successives auxquelles le pays est confronté. La situation sécuritaire et socio-économique affecte l'accès aux services, la sécurité personnelle des femmes et des filles et leurs opportunités de bénéficier de manière équitable des programmes de réintégration et relèvement. L'Indice d'Inégalité de Genre (IIG) comprend deux indicateurs santé (taux de mortalité maternelle de 829<sup>3</sup> et un taux de fécondité chez les adolescentes de 129,14<sup>4</sup>), un indicateur de gouvernance (pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes de 12,8% (18 sur 140)) ; un indicateur éducation, (13,4% des femmes ayant commencé des études secondaires contre 31,3% des hommes) ; un indicateur sur l'accès aux opportunités économiques (taux d'activité de 64,4% pour les femmes et 79,8% pour les hommes).

Dans le secteur de l'éducation, l'indice de parité genre (rapport entre le nombre de filles et garçons scolarisés) est significativement faible dans tous les niveaux d'enseignement. Sur la période 2018-2019, il y avait respectivement environ 8 filles dans le cycle primaire et 6 filles dans le cycle secondaire, pour 10 garçons<sup>5</sup>. Chez les adultes, 75,1% des femmes est analphabète, contre 52,6% des hommes.

Malgré leur supériorité numérique, à travers le pays, les femmes souffrent de discrimination et de marginalisation dans tous les secteurs de l'économie.

Dans le secteur agricole, les femmes forment 56,3% de la population active et représentent un potentiel important. Plus de 80% des femmes œuvrent dans le secteur informel notamment l'économie rurale et le petit commerce. Les femmes employées dans le secteur informel interviennent en majorité dans l'agriculture et l'élevage et elles occupent une place importante dans les chaînes de valeurs de plusieurs produits agricoles (manioc, maïs, arachide, sésame, banane plantain, etc.) depuis la production, jusqu'à la commercialisation. La féminisation de la pauvreté est de 80% contre 69% pour les hommes. Seulement 16,5% des femmes sont salariées dans le secteur non agricole. La pauvreté extrême touche particulièrement les jeunes filles, souvent retirées de l'école et mariées de force, entraînant des grossesses précoces.

Les femmes rurales (62% de la population féminine) sont beaucoup plus défavorisées en matière d'accès aux services de santé de la reproduction que celles du milieu urbain, notamment dans les domaines de l'assistance aux soins prénatals par un personnel qualifié (56% contre 90%), de l'assistance à l'accouchement par un personnel qualifié (35% contre 83%) et de l'accouchement dans une formation sanitaire (36% contre 75%). Le taux de prévalence du VIH/SIDA qui est de 6,2 au plan national, est élevé chez les femmes (7,8%) contre 4,3% d'hommes.

Depuis plusieurs années, le système GBVIMS<sup>6</sup> recense en moyenne 10 000 cas de VBG par an dont 2 000 cas de violences sexuelles. En l'absence d'un système d'information national intégré et avec une couverture nationale, ces données sont certainement largement sous-estimées. Selon les données de la dernière enquête MICS<sup>7</sup> - (2018-2019), 60% de femmes âgées de 20 à 24 ans sont mariées ou en couple avant l'âge de 15 ou 18 ans ; les mutilations génitales féminines (MGF) touchent 21,6% des femmes et des filles âgées entre 15 et 49 ans ; 80% des femmes et 84% des hommes ont des attitudes d'acceptation face à la violence domestique.

En période de crise, certains groupes de population sont majoritairement vulnérables à la traite des êtres humains. Il s'agit notamment des personnes déplacées internes, des femmes et des filles, des enfants, des minorités ethniques et des personnes vivant avec handicap. Ces groupes, qui subissaient déjà des limitations dans l'exercice de leurs

3 Pour 100 000 naissances vivantes (2017)

4 Naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans (2015-2020)

5 Plan Sectoriel de l'Éducation, 2020-2029

6 Gender-Based Violence Information Management System

7 Enquête par grappes à indicateurs multiples

droits au sein de la société centrafricaine, sont vulnérables à formes multiples de discrimination et violence, y compris la traite des êtres humains. Selon le dernier rapport (2022) du Département d'Etat Américain<sup>8</sup>, la RCA est un pays d'origine, de transit et de destination pour les enfants soumis au travail forcé et pour l'exploitation sexuelle et la servitude domestique des femmes et des filles. La plupart des victimes sont des centrafricains exploités à l'intérieur du pays, et un nombre mineur de personnes sont envoyées dans les pays voisins. L'utilisation et l'enrôlement des enfants dans les conflits armés est la forme la plus répandue de traite des êtres humains en RCA. Les femmes et les filles sont kidnappées et utilisées comme esclaves sexuelles des combattants. Les conflits ont aussi une incidence sur les mariages précoces. Les violences domestiques suivent, avec l'abandon des filles du ménage, la stigmatisation et la vulnérabilité à l'exploitation. L'exploitation sexuelle est souvent clandestine, et prend la forme de prostitution. Souvent les femmes et filles sont transportées du milieu rural vers les villes, où les abus sont consommés.

La RCA a ratifié le Protocole de l'ONU visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes (Protocole de Palerme, 2000) et ensuite révisé le Code Pénal en 2010 (art.151 portant traite des personnes et art. 256-258 portant trafic illicite des migrants), dans lequel la traite de personnes est punissable de 5 à 10 ans de prison. L'infraction de traite des personnes est punie d'un emprisonnement de 10 à 20 ans si elle s'accompagne d'une des circonstances aggravantes, par exemple lorsque commise à l'encontre d'une victime particulièrement vulnérable, notamment une femme enceinte ou des enfants, expose la victime à une maladie mortelle, notamment l'infection à VIH/SIDA, ou lorsque la victime souffre d'un handicap physique ou mental ou lorsque l'auteur de l'infraction est un agent public ou un fonctionnaire, le conjoint ou parent proche de la victime. La loi de la RCA inclut le mariage forcé et l'enrolement des enfants dans les forces armées parmi les formes d'exploitation, qui ne sont pas explicitement incluses dans le Protocole de Palerme. En parallèle à la ratification du Protocole, le Gouvernement a ainsi mis en place<sup>9</sup> une unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), composée d'agents de police, de gendarmerie et de spécialistes civils. La RCA figurait au niveau 3 d'alerte du rapport sur la traite des personnes publié par le Département américain. Suite à l'adoption du nouveau code de protection de l'enfance en 2020, contenant des dispositions sur la criminalisation du trafic d'enfants, et d'un dispositif de réintégration des enfants associés au conflit, le niveau d'alerte est descendu à 2.

Selon le plan d'action humanitaire de 2023 (HRP), 3,4 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire (1,6 millions de femmes et 1,7 millions d'hommes ; 1,6 millions d'enfants et 520 000 personnes vivant avec handicap); 484 000 personnes déplacées internes (145 000 sur sites et 339 000 en famille d'accueil), 317 000 retournés et rapatriés spontanés, 2,6 millions en communauté hôtes et environ 10 400 réfugiés<sup>10</sup> (avec les mouvements de populations de Soudan en cours). Dans les situations de crise, les femmes se déplacent dans le territoire national ou au-delà des frontières, souvent avec des enfants de bas âge à charge, ou enceintes. Le manque de moyens de survie les rend particulièrement vulnérables aux enlèvements, recrutement de force des groupes armés, exploitation sexuelle et autres formes de traite des êtres humains.

## 2.2 Analyse des problèmes

La RCA dispose d'un rapport d'analyse genre, adopté par le Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant en 2021. Ce document donne un aperçu complet et présente les inégalités frappantes et persistantes entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans les principaux secteurs socio-économiques du pays.

De manière générale, la pauvreté frappe plus durement les femmes et les filles que les hommes et les garçons, en raison des inégalités sociales et du manque d'opportunités qui les confinent à la précarité. Parmi les pratiques traditionnelles néfastes, et en dépit des amendements au Code pénal depuis 1966, le lévirat<sup>11</sup> et le sororat<sup>12</sup> sont toujours pratiqués. La dote, réintroduite dans le Code de la famille en 1997 alors que précédemment abrogée, continue à renforcer la coutume qui associe la jeune fille à la famille de son futur mari, en limitant l'accès équitable des femmes à l'héritage de leur famille d'origine, malgré le fait que la loi foncière, actuellement en cours de

<sup>8</sup> Trafficking in persons report (2021)

<sup>9</sup> Décret n.15/007 du 8 janvier 2015

<sup>10</sup> HRP, 2023

<sup>11</sup> Lévirat signifie obligation pour un homme d'épouser la veuve de son frère décédé.

<sup>12</sup> Sororat signifie que la sœur cadette de l'épouse décédée vient remplacer celle-ci auprès du mari.

révision, accorde aux femmes un accès équitable à la terre. Les femmes et les filles assurent les rôles reproductifs au sein des foyers et occupent une place marginale dans les activités productives au-delà des activités de subsistance. Des normes culturelles comme le mariage et les grossesses précoces, la triple charge de travail, les attitudes et comportements discriminatoires et la violence faite aux femmes, sont autant de barrières importantes à l'autonomisation économique des femmes. Cette situation est renforcée par le faible niveau de scolarisation et de formation des femmes et leur taux élevé d'analphabétisme. Les femmes qui désirent entreprendre font face à plusieurs contraintes dont certaines sont d'ordre personnel et d'autres structurel, comme par exemple l'environnement institutionnel et social, qui ne leur sont pas toujours favorables. Parmi les formes de VBG, les violences économiques (déni de ressources, privation de la liberté d'exercer une activité génératrice de revenus, confiscation des espèces, destruction des biens, empêchement à la libre circulation ou à la participation aux activités de formation professionnelle, ...) représentent un obstacle à l'autonomisation économique des femmes.

De facteurs multiformes, mais tous basés sur l'inégalité hommes-femmes, contribuent au manque d'autonomie socio-économique des femmes, notamment :

- La faible application de la loi sur la parité et des autres instruments juridiques de protection des droits des femmes ; faible représentation des femmes dans les juridictions de droit moderne et leur quasi-absence dans les juridictions de droit coutumier, où des dispositions discriminatoires en matière d'héritage et succession persistent ;
- Les pesanteurs socioculturelles qui contribuent à la marginalisation des femmes et des filles aux rôles reproductifs (tâches ménagères, soins des enfants, des personnes âgées et des malades, ...) et aux difficultés d'exercice de leurs droits légaux ;
- La recurrence des déplacements forcés, en majorité femmes et enfants, causés par les conflits et l'insécurité ; les femmes déplacées en interne, réfugiées et de retour sont victimes de formes multiples de discrimination et ont besoin de protection. Leur statut de personne déplacée les discrimine dans l'accès aux droits et aux opportunités économiques ;
- L'insécurité et la haute prévalence de violences basées sur le genre (VBG) et les risques de stigmatisation ; la traite des femmes et filles les plus vulnérables à travers le mariage forcé et l'esclavage sexuel ;
- La déperdition scolaire des filles et leur faible accès à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur ;
- Le faible niveau d'alphabétisation des femmes qui limite leurs possibilités d'accès à l'information, l'apprentissage et la formation professionnelle ;
- La faible compétence des femmes en gestion d'entreprise ;
- La faible production et productivité : difficulté à accéder aux ressources productives, accès aux intrants et outils ;
- Les obstacles en termes d'accès aux marchés (transport, insécurité routière, manque de compétences en digitalisation) ;
- L'inexistence d'institutions bancaires/entités de microfinance spécialisées dans le financement des activités économiques des femmes, dans un contexte de faiblesse du tissu économique national et faible niveau de climat des affaires.

Au niveau du pays, plusieurs instruments juridiques concourent à l'autonomisation des femmes ; ces instruments juridiques nationaux souffrent d'un manque de diffusion et d'une insuffisante application. En outre, il n'existe pas de textes spécifiques du climat des affaires qui incitent à l'autonomisation des femmes (par exemple des réglementations sur la passation de marchés publics sensibles au genre).

En matière de protection, avec plus de 10 000 cas de VSBG enregistrés par an (en continue augmentation), l'offre de services gratuits de prise en charge holistique reste insuffisante, même sans compter le nombre élevé de cas non dénoncés, entre autres, à cause de la stigmatisation des victimes et de l'impunité. La politique de gratuité ciblée qui assure les soins médicaux gratuits pour les catégories vulnérables de personnes (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes et survivantes de VBG), est mise en application progressivement grâce à l'appui des projets UE<sup>13</sup> et de la Banque Mondiale, mais n'a pas encore une couverture nationale.

Les femmes et les filles sont particulièrement exposées à la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle et le mariage forcé. Les femmes et filles déplacées sont les plus exposées aux incidents de protection, à cause des

<sup>13</sup> Programme de renforcement du système de santé en République centrafricaine (NDICI AFRICA/2021/043-210)

conditions de vie précaires et du manque de moyens de subsistance, suite à l'abandon du lieu de résidence habituelle. Dans les contextes de retour, le statut des veuves et des épouses des personnes disparues est aussi à forte vulnérabilité : les veuves et leurs enfants, particulièrement les filles, souffrent de violence et discrimination, qui peuvent à leur tour exacerber leur exploitation. Les dispositifs de protection ne sont pas outillés pour détecter les cas et fournir protection aux victimes. A l'heure actuelle le pays n'est pas doté d'une étude complète, ou d'un rapport officiel sur le phénomène, alors que des nombreux témoignages anecdotiques ont été enregistrés par les acteurs de protection : pour cette raison il est difficile de fournir des chiffres fiables sur le phénomène. Un mécanisme d'assistance complet et une stratégie de prévention de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales font défaut.

Le cadre institutionnel des interventions en faveur de la promotion du genre est placé sous la tutelle du Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MPGPFFE), doté d'une Politique Nationale d'Egalité et d'Equité révisée pour la période 2019-2024. Malgré l'institution de points focaux genre (PFG) dans tous les départements ministériels, la capacité de mobilisation et coordination genre du MGPFFE demeure faible. En termes de faiblesses institutionnelles, les déficits de personnel et de ressources financières sont à énumérer parmi les causes principales, alors que l'organigramme du Ministère n'as pas été adopté depuis sa division du Ministère des Affaires Humanitaires. La faiblesse extrême des capacités des départements et services au niveau déconcentré cause la quasi-inexistence des services étatiques en matière de protection des groupes vulnérables dont le MGPFFE a la charge, dont les femmes démunies, les enfants et les personnes vivant avec handicap. Cette situation ne permet pas de créer des alliances durables au niveau local pour la promotion des droits des femmes, étant donné que même les mécanismes avec un potentiel transformationnel mis en place, comme par exemple les comités de protection, cessent d'exister avec les projets mis en œuvre par les ONG. Dans ce sens, la collaboration entre les partenaires de mise en œuvre non-étatiques et les autorités locales, en matière de promotion de l'égalité de genre et autonomisation des femmes, doit être renforcée. Les institutions chargées de la promotion de l'égalité de genre et les organisations de la société civile, réclament la création d'un Observatoire National sur l'égalité de genre, comme moyen de pression et plaidoyer, et tel que prévu au chapitre I des dispositions transitoires de la loi sur la parité. Entre temps, le mouvement féminin se mobilise de manière dispersée pour la revendication des droits des femmes. Les liens entre les groupements et associations de défense de droits des femmes à la base et les réseaux nationaux des femmes, doivent être renforcés, afin d'en augmenter la représentativité et assurer que les plaidoyers de haut niveau soient plus inclusifs et correspondent aux besoins spécifiques des femmes et filles centrafricaines de l'arrière-pays.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les bénéficiaires primaires de cette action sont : la population centrafricaine, notamment les femmes, hommes, filles et garçons centrafricains, en particulier ceux et celles faisant partie des groupes les plus vulnérables, y compris les jeunes, les survivant(e)s de VBG et les femmes et filles déplacées internes, retournées et réfugiées et leurs communautés d'accueil. Les groupements, associations, organisations-non gouvernementales de défense des droits des femmes; les activistes du mouvement féminin ; les réseaux de femmes leaders, les associations des femmes rurales, les associations professionnelles de femmes, les associations d'épargne et de crédit, les coopératives féminines.

Les principales parties prenantes au niveau gouvernemental sont : les autorités nationales, régionales et locales (titulaires d'obligation), notamment les Directions Générales du MGPFFE, et leurs services déconcentrés; les services centraux et déconcentrés des Ministères ayant des compétences en lien avec l'autonomisation économique, tel que les Ministères en charge de l'agriculture et du développement rural, de l'élevage et de la santé animale, des eaux, forêts, chasses et pêches, de l'environnement et du développement durable, de l'urbanisme, de la réforme foncière, de la ville et de l'habitat, du commerce et de l'industrie, des petites et moyennes entreprises et du travail, de l'emploi, de la protection sociale et de la formation professionnelle, de l'éducation nationale (direction alphabétisation des adultes).

Les entités gouvernementales et non-gouvernementales chargés des services de prévention des VBG et traite des êtres humains, ainsi que de la prise en charge des survivantes, notamment l'UMIRR ; les membres du comité de coordination sectorielle du RCPCA sur genre, VBG et femmes paix et sécurité ; les structures étatiques et



paraétatiques de promotion des droits des femmes : maisons des femmes, maisons des jeunes, CASEF<sup>14</sup>, maisons de l'espoir, espaces surs ; les comités communautaires de protection et coalitions locales de promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre. Les centres d'alphabétisation et de formation professionnelle, les institutions de microfinance, et les opérateurs économiques.

Les leaders communautaires et religieux, et les organisations à base confessionnelle, en tant qu'acteurs pouvant influencer le changement des comportements en faveur de l'égalité hommes-femmes, comme les chefs de quartier, les élues, les femmes pasteur, les présidentes de groupements féminins, les entrepreneuses, les intellectuelles, et même les épouses des leaders masculins, qui peuvent avoir une influence sur leurs maris.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de l'action est de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en particulier celles issues des groupes les plus vulnérables, notamment les survivantes de traite des êtres humains et les personnes déplacées en interne, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes.

Les objectifs spécifiques (OS) de cette action sont :

1. Promouvoir l'autonomisation économique des femmes, particulièrement les plus vulnérables, y compris celles affectées par des crises (personnes déplacées en interne, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes).
2. Accompagner la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des personnes, notamment les femmes et filles vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux travail et mariage forcés.
3. Améliorer la prise en compte efficace de l'égalité des sexes dans les lois, politiques et stratégies nationales, ainsi que leur mise en œuvre, à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

1.1 contribution à OS1 : L'employabilité des femmes, et leurs capacités d'intégrer les processus économiques générateurs de revenus durables, sont améliorées.

1.2 contribution à OS1: L'accès des femmes y compris les plus vulnérables (personnes déplacées en interne, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes), aux capitaux matériels, financiers, fonciers et technologiques est amélioré.

2.1 contribution à OS2: Le dispositif national de prévention et assistance aux victimes de la traite des personnes est opérationnel.

2.2 contribution à OS2: Les institutions du gouvernement disposent de données fiables et ponctuelles sur les phénomènes de la traite des êtres humains.

3.1 contribution à OS3: Le MPGPFFE joue de manière efficace son rôle de mise en application des lois et politiques, coordination et plaidoyer dans les domaines de la promotion de l'égalité des sexes.

3.2 contribution à OS3: Un observatoire sur la parité est mis en place et rendu opérationnel afin de mesurer les avancées en matière d'égalité des sexes et autonomisation des femmes.

3.3 contribution à OS3: Le mouvement féminin est mobilisé pour un changement des comportements sexistes envers les femmes et les filles, ainsi que l'éradication des pratiques traditionnelles néfastes, tels que le mariage précoce et les MGF.

#### 3.2 Activités indicatives

L'appui envisagé dans le cadre de l'action sera aligné, pour chacun des 3 axes d'intervention, aux priorités du Plan national d'égalité et équité, et donc en soutien à la mise en œuvre des politiques et stratégie sectorielles, dans une approche de promotion de la participation active des femmes et des filles dans toutes les instances de prise de

<sup>14</sup> Centres d'autonomisation socio-économique des femmes et des filles.

décision, à tous les niveaux, avec une attention particulière à l'inclusion, à l'approche de ne pas nuire, et à la durabilité des interventions.

#### Activités liées au produit 1.1

Les activités envisagées dans cette composante ont pour objectif de renforcer la compétitivité des femmes sur le marché du travail. Les activités seront orientées de manière à renforcer et structurer les capacités des femmes en alphabétisation, compétences professionnelles et techniques appropriées, et développement de l'entrepreneuriat. Les activités spécifiques dont bénéficieront les femmes entrepreneurs, ou aspirantes entrepreneurs, se focaliseront sur la mise en place d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle, des formations sur la création de microentreprises, des séances de coaching de leadership féminin et des formations spécifiques techniques sur les filières pré-identifiées dans la Stratégie nationale d'autonomisation socio-économique des femmes et des filles en RCA (2023) et de choix (entre autres : cultures maraichères, pisciculture, exploitation du bois, petit élevage, transformation des produits agricoles). Un service d'appui-conseil pour la transition des activités informelles vers la formalisation sera aussi mis à disposition des femmes entrepreneures au sein des services déconcentrés des préfectures ciblées. Des partenariats avec le secteur privé pourront aussi être envisagés pour favoriser des politiques d'entreprise sensibles au genre, par exemple en matière de passation de marché. L'alphabétisation numérique sera prise en compte, en tant que facteur catalyseur pour permettre aux femmes de bénéficier de manière équitable des opportunités fournies par les technologies et services numériques, y compris pour la gestion d'entreprise et le commerce. Le parcours de formation permettra aux femmes de mieux maîtriser les processus de production de biens et services dans les filières porteuses, notamment dans le domaine de la création de microentreprises. Les activités de ce volet ont aussi l'ambition d'aller au-delà du secteur agro-pastoral, avec l'objectif d'accroître les compétences des femmes dans d'autres secteurs non-traditionnels, tels que les services de transport, le tourisme, la mode, l'esthétique et l'économie numérique. Les activités seront menées dans le cadre des structures disponibles tels que les maisons des femmes, les centres de formation professionnelle et les maisons des jeunes. Les besoins spécifiques des femmes vivant avec handicap, pour accéder à l'alphabétisation et à la formation professionnelle, seront pris en compte, et feront objet d'un appui adapté.

#### Activités liées au produit 1.2

Les activités de cette composante visent à augmenter les ressources économiques des femmes et améliorer leurs conditions de vie, particulièrement en faveur des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes vivant avec handicap, les survivantes de VBG et les femmes déplacées, réfugiées et retournées. Les activités envisagées seront principalement un appui direct aux femmes en termes d'accès aux moyens de production, au foncier, aux services financiers et aux technologies de l'information et de la communication. Il s'agira, entre autres, de mettre en place des dispositifs d'appui aux associations des productrices, et aux coopératives, pour renforcer leur dotation en facteurs de production (intrants pour le secteur agricole et de l'élevage, outils pour la mécanisation de la production) afin de réduire le poids du travail physique des femmes. Si besoin est, des activités de plaidoyer au niveau communautaire seront menées pour favoriser l'adoption de mesures favorables d'accès au foncier par les leaders traditionnels et les administrateurs locaux. L'action appuiera les mécanismes de proximité de mobilisation de ressources d'épargne et de crédit, Dans une logique de continuité avec l'expérience du programme Genre III<sup>15</sup> financé par le Fonds Bekou, l'action appuiera la mise en place et opérationnalisation d'Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) et d'organisations communautaires féminines capables de créer une relative capacité d'autofinancement. Le projet explorera la faisabilité et pertinence d'une fourniture des équipements des organisations professionnelles en TIC (téléphones Android, tablettes, ...), couplé avec l'accès à internet et à un système de lampes à recharge solaires, qui faciliteront le réseautage productrices – transformatrices – commerçantes, au niveau local et national.

#### Activités liées au produit 2.1

<sup>15</sup> Projet « Les femmes et les filles créent le futur : Prévention et réponse aux violences basées sur le genre en République centrafricaine à travers le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des acteurs centrafricains et l'autonomisation socio-économique des femmes et filles vulnérables aux VBG » (T03.213).

Les activités de ce volet contribueront à la mise en œuvre du plan d'action pour la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des êtres humains. Il s'agira notamment d'appuyer l'opérationnalisation du dispositif national de lutte à la traite des êtres humains, notamment des filles et des femmes survivantes d'exploitation sexuelle, travail forcé et mariage forcé et autres. Des activités de sensibilisation et renforcement des capacités des acteurs clés seront menées afin de diffuser les procédures opérationnelles standard (SOP) relatives à l'identification, la protection et l'assistance aux victimes de traite, tels qu'adoptées par le Gouvernement. Le renforcement des capacités sera orienté surtout vers les acteurs de protection et les acteurs publics (e.g.: procureur, juge, etc.). L'action accompagnera l'UMIRR, en tant qu'autorité compétente pour protéger et assister les victimes de traite et en tant que partie prenante dans la poursuite des trafiquants. Pour cela, l'action visera à renforcer le fonctionnement régulier des services offerts à la population : (1) service d'appui juridique et judiciaire ; (2) service enquête et investigation ; (3) service alerte, prévention et intervention ; (4) service d'appui médical et psychosocial. Dans cette composante seront aussi incluses des activités de prévention, tels que prévues dans le plan d'action, notamment : une campagne de sensibilisation sur la traite des êtres humains par les relais, leaders communautaires et pairs-éducateurs, des émissions radio, la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et la dissémination des lois auprès des agents étatiques et des ambassades accréditées. L'action appuiera le fonctionnement des structures étatiques et non-étatiques habilitées à la protection des victimes, tels que les CASEF, les maisons de l'espoir et les espaces sûrs. Les activités comprendront la réhabilitation et l'équipement des espaces et des centres d'hébergement temporaires, le renforcement des capacités du personnel des centres dans la gestion des cas, et le renforcement du système de référencement.

#### Activités liées au produit 2.2

Les activités de ce volet visent à répondre au manque de données fiables sur le phénomène de la traite des êtres humains et du trafic illicite des migrants. Dans ce sens, l'action renforcera la collecte et analyse des données, afin de mieux orienter la réponse du gouvernement en matière de prévention, protection, poursuite et partenariat. Il est prévu de réaliser des études diagnostiques et enquêtes sociales sur les phénomènes, afin d'en comprendre les causes profondes, les structures, la nature et les conséquences ; l'activité permettra, entre autres, d'identifier les groupes de populations les plus vulnérables, et de produire des analyses genre sur les cas d'exploitation sexuelle, recrutement par groupes armés, travail forcé et mariage forcé, afin de renforcer le plan de prévention ; une cartographie des structures œuvrant dans la gestion des cas sur le territoire national sera aussi réalisée. De plus, l'action appuiera la production des rapports périodiques par le comité national de lutte contre la traite des êtres humains.

#### Activités liées au produit 3.1

Le projet prévoit un appui au MPGPFFE afin de renforcer son rôle de formulation et mise en application des politiques publiques en matière de genre, coordonner les interventions et porter haut le plaidoyer sur l'égalité et l'équité au sein du Gouvernement et des institutions du pays. Les appuis seront orientés principalement vers les services déconcentrés (départements et services détachés). L'action contribuera notamment aux besoins matériels des départements, afin d'en renforcer l'opérativité et les fonctions de contrôle ; aux besoins de renforcement des capacités et dissémination des textes de référence, surtout auprès des fonctionnaires basés au niveau des préfectures. Le Ministère e bénéficiera d'un appui technique pour répondre aux obligations de rapportage international en matière d'égalité (production des rapports périodiques de Beijing, CIPD<sup>16</sup>, CEDEF, 1325<sup>17</sup>, ...) ; pour évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en cours et la mise à jour de la Politique nationale sur l'égalité et l'équité 2020-2024. Le Ministère sera aussi appuyé afin de continuer les activités de sensibilisation et vulgarisation sur les droits des femmes vis-à-vis du grand public, entre autres à travers la célébration des journées statutaires (8 mars, journée de la femme rurale, 16 jours d'activisme).

#### Activités liées au produit 3.2

L'action de ce volet vise à contribuer à la mise en application de la loi sur la parité (n°16.004 du 24 novembre 2016), stipulant un quota d'au moins 35% des femmes dans toutes les instances de prise de décision étatiques, des partis politiques, du secteur privé et de la société civile. L'appui consistera dans l'opérationnalisation de l'Observatoire National sur la parité, notamment la formulation de ses procédures opérationnelles, l'adoption et mise en œuvre d'un plan d'action, y compris le développement d'un partenariat avec l'ICASEES pour la collecte,

<sup>16</sup> Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD)

<sup>17</sup> Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur Femmes, Paix et Sécurité

analyse et exploitation des données genre qui contribueront à renseigner, entre autres, la mise à jour du document de « Profil Pays Genre ».

#### Activités liées au produit 3.3

Activités communautaires menées par des organisations des femmes et de défense des droits des femmes, y compris les réseaux des femmes issues des organisations professionnelles (rurales, juristes, médias), politiques (élues, candidates) et de défense des catégories vulnérables (handicapés, autochtones, vivant avec VIH/SIDA, pour qu'elles puissent se renforcer en tant qu'organisations représentant les intérêts de femmes. Une activité spécifique pourra accompagner la structuration du mouvement féminin e, actuellement fragmenté, sous le lead du Réseau des femmes leaders africaines, l'activation de ses antennes provinciales et la participation aux forum régionaux. Activités de sensibilisation inclusives et dialogues intergénérationnels, promus par les organisations de femmes et/ou de jeunes, y compris la conception et dissémination d'outils de vulgarisation dans les langues nationales et l'utilisation des moyens de proximité, tels que les radios communautaires, les caravanes, les pièces théâtrales et d'autres formes d'expression culturelle et artistique. Les actions de sensibilisation cibleront de manière particulière les jeunes, afin de promouvoir le changement des comportements axé sur les valeurs de l'égalité et l'équité, ainsi que le leadership des jeunes filles et garçons.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Les activités agro-pastorales développées par les bénéficiaires de l'action pourront prendre en compte la protection de l'environnement et les risques liés aux changements climatiques, sur la base des filières ciblées; à titre d'exemple, les activités en maraichage pourront viser l'adoption de pratiques résilientes au changement climatique, plus rentables mais aussi agro-écologiques ; l'enseignement des bonnes pratiques dans le traitement des déchets et l'utilisation de l'eau pourra être intégré.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique que la promotion de l'égalité de genre représente l'objectif principal de l'intervention. Dans le respect des prévisions de la Stratégie de l'UE pour le genre 2020-2025 (GAP III), cette action est la mesure ciblée tendant à l'égalité entre les hommes et les femmes (marqueur Genre 2 – G2), obligatoire dans le cadre de la mise en œuvre du MIP 2021-2027 pour la RCA, et tels que prévu dans le Plan de mise en œuvre pays (CLIP) adopté en 2021. Pour atteindre les résultats du CLIP-RCA, cette action G2 est combinée à une intégration renforcée de la dimension hommes-femmes dans au moins le 85% de toutes les actions. Il sera demandé aux partenaires de mise en œuvre de certifier leurs capacités internes et dispositif de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA).

#### **Droits de l'homme**

L'action vise à promouvoir le respect des droits des femmes en tant que droits humains. L'action permettra aussi aux femmes et filles, hommes et garçons, d'être mieux informés sur leurs droits et devoirs en tant que citoyens. L'action va appliquer l'approche basée sur les droits humains et ces cinq principes opérationnels : respect de droits humains, participation, no discrimination, redevabilité et transparence.

En plus, il faut signaler que la RCA, dans la construction de son arsenal juridique, a consenti à beaucoup d'efforts pour promouvoir la parité hommes-femmes: CEDAW (1979), Convention relative aux droits de l'enfant (1989), loi sur la santé de la reproduction (loi Bangayassi, 2006), loi portant protection de la femme contre les violences en RCA (2006), loi sur les droits et obligations des personnes vivant avec le VIH/SIDA (2006), loi sur la parité (2016), loi portant organisation de l'aide légale (2020). Cependant, une étude publiée par ONU Femmes en 2021 a identifié de nombreux facteurs de blocage à l'accès des femmes à la justice, notamment d'ordre institutionnel (faiblesse du système judiciaire), socioculturels (pressions pour arrangements à l'amiable, notamment des cas de VBG), économique et sécuritaire.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Les personnes en situation d'handicap constituent un groupe de population vulnérable subissant des discriminations et exclusions importantes. En l'absence de données générales sur le handicap en RCA, les acteurs humanitaires (OCHA, 2021) utilisent l'estimation de 15% de la population vivant avec un handicap. Une enquête d'Humanité et Inclusion (HI, 2022) relève que les barrières principales à accéder aux services sont multiformes : attitudinales (stéréotypes et stigmatisation dans les communautés), environnementales, communicationnelles et institutionnelles. Une approche inclusive sera adoptée pour toutes les activités de l'action, à travers l'analyse et la prise en compte des besoins spécifiques des hommes, femmes, filles et garçons vivant avec handicap pour tous les appuis fournis. La construction/réhabilitation d'infrastructures tiendra compte des normes d'accessibilité pour l'inclusion des femmes et filles vivant avec handicap. La production de statistiques désagrégés par facteur d'handicap sera favorisée, y compris pour les indicateurs des projets financés dans le cadre de cette action. A savoir, la RCA a ratifié la Convention aux droits de personnes handicapées le 11 octobre 2016.

### **Réduction des inégalités**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention I2. D'après les données de la Banque Mondiale (2021)<sup>18</sup>, on estime à plus de 71% la proportion de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté extrême en RCA. En milieu rural, le manque d'opportunités économiques se traduit dans un taux de pauvreté atteignant 81% des femmes contre 69% des hommes. Selon le Profil Pays Genre de la RCA (2021), les ménages dont le chef de famille travaille dans l'agriculture sont parmi les plus pauvres mais avec les charges liées à la gestion du ménage plus élevées. En effet, ces ménages qui ont une taille moyenne de 8 à 10 personnes, et sont dirigés à plus de 21,8% par les femmes chefs de famille, représentent plus de 60% de la population. Le faible niveau des indicateurs d'égalité du genre, reflète l'ampleur des inégalités au niveau national, contexte propice à la montée de différents types de violences à l'égard des femmes et des filles. L'action contribue à la réduction des inégalités socio-économiques en ciblant les groupes plus vulnérables de la population ; les inégalités hommes-femmes, en ciblant les femmes et filles victimes de formes multiples de discrimination leur empêchant d'accéder de manière équitable aux opportunités économiques et vivant en conditions de pauvreté ; les inégalités territoriales, en ciblant les zones rurales avec une faible présence de l'autorité de l'Etat et un fort impact des mouvements de populations causés par les crises (avec une haute prévalence de populations en situation de déplacement prolongé, ou d'influx de réfugiés/retournés spontanés ou de force); les inégalités sociales, en augmentant l'accès aux services de protection pour les personnes les plus vulnérables, notamment les victimes de traite des êtres humains.

### **Démocratie**

La livraison des services sociaux de base à la population fait partie des responsabilités incontournables d'un Etat de droit. Sur la base des problèmes du secteur identifié à la section 2.2, l'approche communautaire reste fondamentale pour abandonner progressivement les pratiques traditionnelles néfastes, mêmes au niveau des zones les plus reculées et moins servies par les entités déconcentrées de l'Etat. La participation active des femmes et des filles sera mise au centre dans la définition des actions, à partir de l'identification, tout au long de sa mise en œuvre et jusqu'à son évaluation, à travers la mise en place de mécanismes de retour d'information des bénéficiaires. La promotion du leadership féminin, promu de manière indirecte à travers l'autonomisation socio-économique et le renforcement du mouvement féminin et féministe, pourra avoir des retombées positives sur le taux de représentation des femmes au niveau politique, notamment en vue des élections municipales et communales annoncé pour la RCA (dates à confirmer).

<sup>18</sup> Cahier économique de la République centrafricaine, Banque Mondiale, juillet 2021.

### Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Avec un retour de l'Etat dans la distribution des services sociaux, l'action contribue au renouvellement du contrat social entre l'Etat et ses citoyens et ainsi à la prévention de conflits, en adoptant de manière systématique l'approche de ne pas nuire. Cette dernière sera appliquée de manière rigoureuse dans les activités de gestion des cas de traite des êtres humains, dans l'obligation d'assurer que la prise en charge et le référencement des cas soit fait dans le plein respect de la dignité de la personne et en toute confidentialité et sécurité. L'implication des OSC (notamment des organisations de jeunes et de femmes) et des autorités religieuses dans le dialogue intercommunautaire sera un important catalyseur dans le processus de changement vers une meilleure cohésion sociale pour bâtir une culture de paix. De manière spécifique, l'action contribuera à la réalisation du Plan d'Action National de la RCA pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur Femmes, Paix et Sécurité, dans ses quatre axes d'intervention (prévention, protection, participation et relèvement).

### Réduction des risques de catastrophes

N/A

### Autres considérations, le cas échéant

L'action contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), principalement l'ODD 5 (égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles). En particulier, l'action contribuera à l'atteinte des cibles suivantes : 5.1 (*Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles*), 5.2 (*Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation*), 5.a (*Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne*), 5.c (*Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent*). A travers les mesures spécifiques pour l'autonomisation économiques des femmes, l'action contribue également à l'atteinte de l'ODD 1 sur l'éradication de la pauvreté extrême et la faim, de l'ODD 8 sur le travail décent et la croissance économique et de l'ODD 10 sur la réduction des inégalités.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe – Risque pour la durabilité des acquis des interventions	Risque 1 – Ressources humaines et financières limités des partenaires institutionnels afin de pérenniser les acquis du projet.	Haute	Haute	Dans son rôle de co-lead du comité de coordination sectorielle RCPCA sur genre, VBG et femmes, paix et sécurité, l'UE appuiera le MPGPFFE dans son plaidoyer pour une mobilisation de ressources internes et externes afin de diversifier ses sources de financement.
	Risque 2 – Instabilité institutionnelle dans l'architecture du système de coordination genre	Moyenne	Haute	Dans son rôle de co-lead du comité de coordination sectorielle RCPCA sur genre, VBG et femmes, paix et sécurité, l'UE appuiera le MPGPFFE, l'UE appuiera l'harmonisation des approches de mise en œuvre et coordination entre les

				différents mécanismes existants (CCS, comités stratégies, clusters, GTT).
Environnement externe - Risque sécuritaire et logistiques	Risque 3 - L'instabilité et l'insécurité constituent aussi des risques majeurs (pillages, destruction, occupation des services par les groupes et forces armés)	Haute	Haute	Afin d'éviter l'interruption des activités : mesures de sécurité pour assurer la protection des biens et du personnel (par exemple, escorte de la MINUSCA pour les missions et le transport de matériel dans les zones où le niveau de sécurité est jugé faible, comité de vigilance) ; priorité au recrutement local ; emphase sur le mécanisme de médiation au niveau communautaire, aussi à travers des initiatives financées par l'UE, lorsque les conflits apparaissent. Sur le risque d'occupation et pillages des services équipés (maisons des femmes/jeunes, CASEF, maisons de l'espoir, ...) par les groupes armés : ciblage de zones d'intervention où l'Etat pourra garantir le contrôle sécuritaire. Sensibilisation/communication sur les droits des femmes.
	Risque 4 - Les risques liés à la/une crise sanitaire, comme constaté en 2020 avec la restriction des mouvements et la fermeture des frontières nationales et internationales, en raison de la pandémie de COVID-19	Moyenne	Moyenne	La délégation de l'UE participe aux structures de coordination du secteur santé, qui comprennent aussi le reporting de la surveillance épidémiologique : cela permettra un dialogue en temps opportun avec les partenaires de mise en œuvre pour adapter les activités dans le cas de crise sanitaire.
Interne	Risque 5 - Les différents aspects de la vulnérabilité (âge, sexe, handicap, statut de déplacement, revenu, etc.) sont considérés comme indépendants les uns des autres, créant le risque de réduire l'inégalité pour l'aspect ciblé par le programme tout en augmentant le niveau d'inégalités pour les autres.	Faible	Haut	Le concept de vulnérabilité sera compris dans son intersectionnalité. L'analyse de distribution d'impact (DIA), puisqu'elle permet d'identifier ex ante les vulnérabilités croisées, pourrait être utilisée comme instrument de planification et donc limiter le risque.

Environnement externe - Risque de protections pour les bénéficiaires	Risque 6 – Les risques liés à la persistance des normes socio-culturelles discriminatoires empêchant les femmes de bénéficier de leur autonomisation	Haute	Haute	Les activités d'autonomisation économique en faveur des femmes pourraient générer des tensions au sein des foyers ; pour éviter que les femmes continuent à ne pas avoir la capacité de prendre des décisions concernant les bénéfices qui résultent de leurs activités génératrices de revenus, l'action privilégiera les activités de sensibilisation sur les droits des femmes, et de masculinité positive, à travers la création d'alliances stratégiques avec les leaders d'opinion au niveau communautaire.
--	--	-------	-------	---

### Enseignements tirés :

L'évaluation conduite à la base de l'élaboration de la Stratégie nationale d'autonomisation socio-économique des femmes (MPGPFFE, 2022) a établi que le manque des moyens de subsistance durables auprès des femmes est parmi les causes profondes de vulnérabilité aux VBG. Plus les femmes sont touchées par la pauvreté, plus elles sont dépendantes, peu autonomes et dans l'incapacité de prendre des décisions et faire des choix vitaux, par exemple en matière de leurs droits de santé sexuelle et reproductive. En RCA, les programmes traditionnels de lutte aux VBG ne prennent pas en compte de manière efficace le relèvement économique des survivantes. En 2021, sur 11.592 survivantes de VBG et autres personnes vulnérables, seulement 334 ont bénéficié de services socioéconomiques, soit 2,8%. La situation n'a pas amélioré en 2022 : jusqu'à fin novembre, sur 21.255 survivantes de VBG et autres femmes et filles vulnérables, seulement 866 (soit 4%) ont bénéficié de services de prise en charge socioéconomique. La forte recommandation de renforcer le volet 'relèvement' des survivantes de VBG prises en charge dans le cadre du projet Genre III, ressort de l'analyse ROM<sup>19</sup> conduite en 2022. Sur cette base, les acteurs genre, notamment le Ministère en charge du genre, les organisations de la société civile de promotion des droits des femmes et les bailleurs de fonds, ont tiré l'enseignement que la priorisation de l'autonomisation socio-économique de la femme s'inscrit dans une analyse des rapports sociaux basés sur le genre. Cette autonomisation a une influence sur les relations de pouvoir hommes-femmes et sur l'autonomie des femmes et des filles au sein des foyers et des communautés, avec des effets positifs indirects sur la participation politique et le leadership des femmes, la production de biens et services et les choix de consommation, la planification familiale et la fécondité des femmes et l'éducation des enfants. En parallèle, les activités de sensibilisation communautaire, impliquant les leaders traditionnels et religieux, restent incontournables pour prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes, notamment en termes d'harcèlement dans le milieu du travail et de violences domestiques issues des conflits liés à la gestion des ressources générées par le travail des femmes.

Pour ce qui concerne l'appui à l'opérationnalisation du dispositif de prévention et lutte à la traite des êtres humains, l'UMIRR sera un partenaire indirect clé de la mise en œuvre. L'expérience du dernier programme UE d'appui budgétaire (2021), où deux indicateurs de performance de l'UMIRR avaient été inclus, mais pas atteints, a démontré la nécessité de renforcer la coordination et l'efficacité de la chaîne de prise de décision au sein de cette unité interministérielle, aspect qui sera renforcé dans le cadre de l'action.

Deux recommandations de l'évaluation ex-post des programmes Genre I et II (Fonds Békou) soulignent la nécessité du transfert de compétences vers les organisations nationales de femmes et de défense des droits des femmes. A titre d'exemple, en matière de prévention et prise en charge des cas de violence basées sur le genre, il s'est révélé nécessaire renforcer les compétences des organisations nationales en gestion et référencement des cas ; la même approche, et sa mise à l'échelle, est adoptée dans le cadre de la présente action, pour promouvoir la création d'alliances et réseautages au sein du mouvement féminin et favoriser leur accès directs aux financements disponibles en matière de genre, VBG et femmes, paix et sécurité.

<sup>19</sup> Results Oriented Monitoring



La continuation du volet d'assistance technique au Ministère en charge de genre, qui a donné des résultats encourageants en matière d'amélioration de la coordination interministérielle (par exemple à travers les points focaux genre) et avec les partenaires internationaux de production de rapports obligatoires et stratégies sectorielles ; d'organisation de campagnes de sensibilisation et dissémination des lois sur la protection des droits des femmes. L'action assurera la continuité de cette approche, avec une attention particulière à sa réplique au niveau des services déconcentrés ciblés.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention du programme est basée sur l'analyse genre du contexte et des défis principaux identifiés. L'ensemble des activités sera orienté à promouvoir l'égalité hommes-femmes en RCA, à travers l'autonomisation économique des femmes, la lutte au phénomène de la traite des êtres humains, ainsi qu'un appui institutionnel à la mise en œuvre de la politique nationale genre. L'action bénéficiera particulièrement aux femmes et filles les plus vulnérables, notamment celles affectées par les crises sécuritaires (déplacées, réfugiées, retournées et communautés hôtes), celles vivant avec handicap, et les survivantes de VBG. Les critères spécifiques d'identification des bénéficiaires seront définis en phase de mise en œuvre de l'action, sur la base d'une analyse détaillée des besoins et des facteurs de vulnérabilité, par exemple ciblant les femmes chefs de ménage vivant en condition de pauvreté extrême.

L'appui se fera en poursuivant une approche nexus humanitaire-paix-développement. L'approche envisagée poursuivra l'ODD 5 par le renforcement des mécanismes de protection (institutionnels et communautaires) dans les contextes de crises, et l'autonomisation des femmes, dans les secteurs formels et informels de l'économie. Cela nécessitera un renforcement des capacités des institutions en charge des questions de genre, en coordination avec les autres partenaires, de manière alignée aux priorités et approches de la Politique Nationale de Promotion de l'Egalité et de l'Equité. L'action est complémentaire aux programmes de promotion de l'égalité de genre, notamment dans les sous-secteurs de l'autonomisation économique et de la lutte aux VBG en cours dans le pays, mis en œuvre principalement par l'ONU Femmes, l'UNFPA, l'AFD et la Banque Mondiale. Les actions prévues dans les zones ciblées sont conçues en vue de leur soutenabilité au-delà de la vie du projet, et de la possibilité d'extension éventuelle au plan national.

La sélection des zones géographiques ciblées sera basée sur les critères suivants : (i) les besoins identifiés comme les plus aigus en protection, notamment dû à une concentration des cas de traite des êtres humains dans ces régions et des gaps en assistance; (ii) les régions qui permettent d'avoir un plus grand impact sur les populations déplacées, retournées et réfugiées; (iii) la complémentarité avec les interventions d'autres partenaires ; (iv) la disponibilité de partenaires sur place pour la mise en œuvre et (v) les conditions logistiques et sécuritaires d'accès.

L'initiative vise à promouvoir les actions qui cherchent à déléguer le pouvoir aux femmes, que ce soit sur le marché du travail, dans la communauté, dans les instances de prise de décision et au sein des foyers. Dans ce sens, l'autonomisation socioéconomique des femmes et des filles permettra de libérer le potentiel de la majeure partie de la population constituée de femmes et de filles, et d'assurer de manière durable et inclusive le relèvement socioéconomique de la RCA. L'autonomisation sera promue à travers une approche socio-économique, qui prend en compte la persistance des pesanteurs socioculturelles et des normes institutionnelles discriminatoires auxquelles les femmes font face. Une approche basée sur les droits, favorisera la pleine jouissance des femmes de leurs droits d'accès à l'éducation, à la santé (y compris sexuelle et reproductive), aux ressources productives, à ses choix en matière de résidence et profession, sur un pied d'égalité. L'approche inclusive permettra d'adresser les intersectionnalités, et ainsi s'attaquer aux formes multiples de discrimination et stigmatisation qui souffrent les femmes vivant avec handicap, survivantes de VBG, vivant avec VIH/Sida et d'autres groupes à besoins spécifiques.

L'action soutient la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'autonomisation socio-économique des femmes et des filles adoptée en décembre 2022. Elle se compose de six axes stratégiques : (1) amélioration du climat des affaires et du cadre légal d'intervention des femmes et des filles ; (2) mobilisation des communautés et renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans la création des microentreprises ; (3) renforcement de l'accès des femmes au foncier, aux capitaux financiers et au marché (Coopératives des femmes entrepreneures,

etc.) ; (4) promotion de l'accès à l'information ; (5) renforcement du dispositif national de suivi, d'évaluation et d'accompagnement des groupements féminins et des microentreprises dirigées par les femmes; (6) coordination de la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'autonomisation des femmes et des filles.

L'action soutien aussi la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la traite des personnes, adopté dans sa première version en 2020. Le document s'articule autour de 4 axes stratégiques: (1) renforcement de la prévention du phénomène de traite des personnes (Prévention) ; (2) renforcement du dispositif de protection et assistance aux victimes de la traite des personnes (Protection) ; (3) renforcement du mécanisme de poursuite des auteurs de la traite des personnes à tous les niveaux de la chaîne pénale (Poursuite) et (4) renforcement de la coordination et la préoccupation en matière de lutte contre la traite des personnes (Partenariat). Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de ladite stratégie, les activités du programme seront menées en étroite collaboration et par l'UMIRR en tant qu'unité nationale de prévention et de répression des violences basées sur le genre (VBG), des violences sexuelles liées au conflit (VSLC) ainsi que l'identification, la protection et l'assistance des personnes victimes de la traite en RCA. Avec une compétence nationale, l'UMIRR a une base à Bangui, et une antenne régionale à Bouar. L'action en appuiera les opérations, avec la possibilité de mettre en place une troisième antenne à Bambari, pour une meilleure couverture de proximité.

Enfin, une attention continue sera accordée à la coordination des interventions, et à l'harmonisation des approches, sous le leadership du Ministère en charge du genre, afin de renforcer l'efficacité et l'efficience des initiatives en cours, et mesurer leurs contributions à la mise en œuvre de la politique nationale genre. L'action vise à consolider les engagements de l'UE en matière d'appui à la promotion de l'égalité de genre. Au niveau déconcentré, l'action visera à renforcer la coopération entre acteurs étatiques et non-étatiques (préfets, chefs de services, OSCs, jeunes, leaders locaux, ...) actifs en matière de promotion et défense de droits de femmes et des filles, afin de créer des alliances à base communautaires de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes et sensibiliser les hommes, femmes, filles et garçons, pour un changement de comportements sexistes. Dans ce sens, les OSC féminines partenaires de l'action seront parties prenantes du dialogue et consultations UE/OSC, en construction dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de l'engagement de l'UE envers la société civile (2023-2027).

Les avancées vers l'égalité de genre et l'autonomisation de femmes en RCA seront mesurées à travers les analyses de l'Observatoire national de la parité, établi par la loi sur la parité, et qui sera rendu opérationnel dans le cadre de cette action.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Resultants	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en particulier celles issues des groupes les plus vulnérables, notamment les survivantes de traite des êtres humains et les personnes déplacées en interne, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes	1 Indice national d'inégalité de genre (Gender Inequality Index – GII <sup>20</sup> )  2 Indice national de développement genre (Gender Development Index – GDI <sup>21</sup> )	1 0,672 (2021)  2 0,810 (2021)	1 <0,672 (2027)  2 >0,810 (2027)	Human Development Report, UNDP	<i>Non applicable</i>

<sup>20</sup> Le GII reflète le désavantage lié au genre dans trois dimensions – santé reproductive, autonomisation et marché du travail – pour autant de pays que le permettent des données de qualité raisonnable. Il montre la perte de potentiel de développement humain due à l'inégalité entre les réalisations féminines et masculines dans ces dimensions. Il va de 0, où les femmes et les hommes s'en sortent de manière égale, à 1, où un sexe s'en sort aussi mal que possible dans toutes les dimensions mesurées. <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>

<sup>21</sup> Le GDI mesure les inégalités entre les sexes en matière de réussite dans trois dimensions fondamentales du développement humain : la santé, mesurée par l'espérance de vie des femmes et des hommes à la naissance ; l'éducation, mesurée par les années de scolarisation attendues des femmes et des hommes pour les enfants et les années de scolarisation moyennes des femmes et des hommes pour les adultes âgés de 25 ans et plus ; et la maîtrise des ressources économiques, mesurée par le revenu estimé des femmes et des hommes. <https://hdr.undp.org/gender-development-index#/indicies/GDI>

<b>Réalisation 1</b>	1 L'autonomisation économique des femmes est promue, particulièrement les plus vulnérables, y compris celles affectées par des crises (personnes déplacées, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes).	<p>1.1 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe, handicap et statut de déplacement (ODD 2.3.2, GAP III)</p> <p>1.2 Nombre de femmes bénéficiaires des services de développement des entreprises qui ont enregistré leur propre entreprise, y compris les entreprises sociales (GAP III), désagrégé par handicap et statut de déplacement</p> <p>1.3 Nombre de pratiques visant à supprimer les obstacles empêchant les femmes de l'accès au marché, de l'investissement et du développement commercial (FPI RF, GAP III)</p>	<p>1.1 TBD</p> <p>1.2 0</p> <p>1.3 0</p>	<p>1.1 TBD</p> <p>1.2 7,000</p> <p>1.3 3</p>	<p>1.1 Enquête nationale sur les monographies communales (ENMC), Annuaire statistique ICASEES</p> <p>1.2 Enquête nationale sur les monographies communales (ENMC), Annuaire statistique ICASEES</p> <p>1.3 Rapports de projet (conduits par les partenaires sur base annuelle), Rapport de mise en œuvre de la Stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La situation macro-économique est stable ou en amélioration</li> <li>• Les sites restent la plupart du temps accessibles</li> <li>• Les déplacements entre Bangui et les préfectures et les mouvements de personnes au sein des préfectures cibles continuent</li> <li>• Les stratégies pour mitiger l'impact des catastrophes naturelles sont efficaces.</li> </ul>
<b>Réalisation 2</b>	2 La loi portant lutte contre la traite des personnes, notamment les femmes et filles vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux travail et mariage forcés est appliquée	2.1 Nombre de victimes de la traite des êtres humains pour 100 000 habitants par sexe, âge, handicap et forme d'exploitation (SDG 16.2.2, GAP III)	2.1 TBD	2.1 TBD	2.1 Rapports annuels UMIRR	• Le Gouvernement maintient la lutte à la traite des êtres humains parmi les priorités stratégiques
<b>Réalisation 3</b>	3 L'égalité des sexes est prise en compte de manière efficace dans les lois, politiques et stratégies nationales, mises en œuvre à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre	<p>3.1 Pourcentage de mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG)</p> <p>3.2 Étendue de la participation par les femmes et les organisations de droits des femmes en dialogue social (GAP III)</p>	<p>3.1 TBD</p> <p>3.2 0</p>	<p>3.1 TBD</p> <p>3.2 15 dialogues</p>	<p>3.1 Rapports de mise en œuvre de la (PNG)</p> <p>3.2 Rapports d'activités du CCS-GVBG</p>	• Le Ministère de la promotion du genre, de la protection de la femme, de la famille et de l'enfant est maintenu
<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 1</b>	1.1 L'employabilité des femmes, et leur capacité d'intégrer les processus	1.1.1 Nombre de femmes qui ont bénéficié de l'éducation professionnelle et du développement	1.1.1 0	1.1.1 12,000	Rapports de projet (conduits par les partenaires sur base	• Le suivi peut être assuré

	économiques générateurs de revenus durables, sont améliorées	des compétences et d'autres programmes actifs du marché du travail menant à des emplois, désagrégué par handicap et statut de déplacement (GAP III ( <i>modifié</i> ))  1.1.2 Pourcentage de femmes ayant réussi le programme d'alphabétisation professionnelle (désagrégué par handicap et statut de déplacement)  1.1.3 Nombre femmes et filles ayant des compétences en technologies de l'information et des communications (TIC), par type de compétence, âge et statut de déplacement (ODD 4.4.1, GAP III)	1.1.2 0  1.1.3 0	1.1.2 75%  1.1.3 5,000	annuelle), Rapport de mise en œuvre de la Stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes	• Pas de mouvements significatifs de populations causés par de nouvelles crises sécuritaires
<b>Produit 2</b>  <b>lié à la réalisation 1</b>	1.2 L'accès des femmes, y compris les plus vulnérables (personnes déplacées en interne, réfugiées, de retour et leurs communautés hôtes) aux capitaux matériels, financiers, fonciers et technologiques est amélioré	1.2.1 Nombre de bénéficiaires, désagrégué par sexe et statut de déplacement, avec accès aux services financiers (y compris AVEC) (UE RF 2.13, GAP III ( <i>modifié</i> ))  1.2.2 Pourcentage d'augmentation du profit mensuel des femmes entrepreneur bénéficiaires  1.2.3 % de femmes ayant un rôle de leadership/responsabilité dans les coopératives agro-pastorales  1.2.4 Nombre d'acteurs économiques (sociétés du secteur privé, ministères, etc.) ayant adopté des processus pour améliorer l'égalité de genre dans le milieu du travail et/ou supprimer les obstacles à l'accès au marché pour les femmes dans un secteur donné (FPI RF, GAP III)	1.2.1 0  1.2.2 0  1.2.3 TBD  1.2.4 0	1.2.1 10,000  1.2.2 +25%  1.2.3 TBD  1.2.4 3	Rapports de projet (conduits par les partenaires sur base annuelle), Rapport de mise en œuvre de la Stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes	• Les biens sont disponibles dans les délais  • Les organisations de producteurs/productrices s'engagent à la sécurisation des matériels et équipements

<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 2</b>	2.1 Le dispositif national de prévention et assistance aux victimes de la traite des personnes est opérationnel	2.1.1 Nombre de victimes / survivants de la traite des êtres humains qui accèdent aux services de soutien du projet pour l'intégration socio-économique et le soutien psycho-social, désagrégué par sexe, âge et handicap (GAP III)	2.1.1 0	2.1.1 TBD	2.1.1 Statistiques annuelles de l'UMIRR	• Les compétences de l'UMIRR en matière de prévention et lutte à la traite des êtres humains sont maintenues
		2.1.2 Nombre d'abris adéquats, facilement accessibles et protégés pour les victimes de la traite des êtres humains disponibles financés par le projet	2.1.2 0	2.1.2 3	2.1.2 Statistiques annuelles de l'UMIRR	
		2.1.3 % des victimes / survivants de la traite des êtres humains qui ont été interrogés par un policier qui a participé à une formation centrée sur les victimes, désagréguée au moins par sexe (GAP III)	2.1.3 0	2.1.3 80%	2.1.3 Statistiques annuelles de l'UMIRR	
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 2</b>	2.2 : Le institutions du gouvernement disposent de données fiables et ponctuelles sur le phénomène de la traite des personnes en RCA	2.2.1 Nombre d'enquêtes périodiques sur le phénomène de la traite des êtres humains conduites	2.2.1 0	2.2.1 3	2.2.1 Enquêtes périodiques, rapport activité UMIRR	• Les conditions de sécurité permettent le déploiement des enquêteurs sur terrain
		2.2.2 La base de données nationale sur les VBG intègre les statistiques sur les cas de traite des êtres humains basés sur le genre	2.2.2 N	2.2.2 O	2.2.2 Statistiques cluster protection, GBVIMS-RCA	
<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.1 Le Ministère en charge du genre joue de manière efficace son rôle de mise en application des lois et politiques, coordination et plaidoyer dans les domaines de la promotion de l'égalité des sexes	3.1.1 Nombre de fonctionnaires du MPGPFFE basés au niveau des services déconcentrés dont les compétences en matière de genre sont renforcées	3.1.1 0	3.1.1 60	3.1.1 Rapport d'activité des services déconcentrés du MPGPFFE	• Le MPGPFFE s'engage techniquement et financièrement à assurer la coordination sectorielle
			3.1.2 1	3.1.2 4		
		3.1.2 Nombre de mécanismes de coordination genre opérationnel au niveau national et déconcentré	3.1.3 0	3.1.3 4	3.1.2 PV des réunions du CCS-GVBG	

		3.1.3 Rapport nationaux en matière de genre produits			3.1.3 Rapports nationaux genre adoptés par le Conseil des Ministres	
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.2 Un observatoire sur la parité est mis en place et rendu opérationnel afin de mesurer les avancées en matière d'égalité des sexes et autonomisation des femmes en RCA	<p>3.2.1 Observatoire national sur la parité opérationnel sur la base des SOP</p> <p>3.2.2 Nombre d'analyses genre sectorielles publiées par l'observatoire</p> <p>3.2.3 Nombre d'actions de plaidoyer de haut niveau menées par l'observatoire</p>	<p>3.2.1 N</p> <p>3.2.2 0</p> <p>3.3.3 0</p>	<p>3.2.1 O</p> <p>3.2.2 3</p> <p>3.3.3 3</p>	Rapports d'activités annuel de l'observatoire sur la parité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Gouvernement s'engage à prendre en compte les recommandations formulées par l'observatoire sur la parité dans ses politiques et stratégies sectorielles</li> </ul>
<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.3 Le mouvement féminin en RCA est mobilisé pour un changement des comportements sexistes, ainsi que l'éradication des pratiques traditionnelles néfastes, tels que le mariage précoce et les MGF	<p>3.3.1 Nombre d'actions coordonnées des organisations de droits des femmes, des mouvements sociaux autonomes et des organisations de société civile pertinentes dans le pays partenaire pour plaider conjointement sur la fin de la violence contre les femmes et les filles (SI 6.1, GAP III)</p> <p>3.3.2 Nombre de chefs de communauté et de chefs religieux qui condamnent publiquement la violence fondée sur le genre, désagréé au moins par le sexe (GAP III)</p> <p>3.3.3 Proportion de personnes qui pensent qu'il est justifiable pour une personne de soumettre un partenaire intime à la violence, par le sexe et l'âge de l'intimé (SI 3.1, GAP III (<i>modifié</i>))</p> <p>3.3.4 Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou en</p>	<p>3.3.1 0</p> <p>3.3.2 0</p> <p>3.3.3 80% (F), 84% (H)</p> <p>3.3.4 60%</p>	<p>3.3.1 10</p> <p>3.3.2 20</p> <p>3.3.3 &lt;60%</p> <p>3.3.4 &lt;50%</p>	<p>3.3.1 Rapports de projet (conduits par les partenaires sur base annuelle)</p> <p>3.3.2 Enquêtes périodiques dans les zones ciblées</p> <p>3.3.3 Rapports de projet (conduits par les partenaires sur base annuelle)</p> <p>3.3.4 MICS, Country Gender Profile</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mouvement féminin s'engage à la coopération entre OSC de femmes</li> <li>• Les leaders traditionnels qui ont déjà adhéré à la cause de l'égalité de genre en RCA restent engagés</li> </ul>

		union avant l'âge de 15 ans et avant 18 ans (SDG 5.3.1, GAP III), dans les zones d'intervention				
--	--	---	--	--	--	--



## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République centrafricaine.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre [applicable à la modalité du projet ou à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire]

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>22</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (gestion directe):**

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

Les subventions contribueront à l'atteinte de l'objectif spécifique 1 (« Promouvoir l'autonomisation économique des femmes, grâce à un accès équitable aux opportunités d'emploi décent et moyens de subsistance durables, ainsi qu'un contrôle amélioré des moyens de production »), ainsi que de ses produits relatifs.

##### **b) Type de demandeurs visés**

Les candidats potentiellement éligibles sont des organisations internationales et des ONGs.

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions, en conformité à l'article 195(a) (situation de crise) du règlement financier, à une organisation internationale et/ou des ONG sélectionnées sur la base des critères suivants (i) Capacité financière et technique ; (ii) compétence particulière dans le domaine d'activité et/ou la zone géographique; (iii) organisme avec une expertise spécifique dans la promotion du genre, de la protection de la femme, famille et enfant capable de fournir un service particulier.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en

<sup>22</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis au point c) de la section 4.4.1 ci-dessus.

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : a) capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de (i) prévention et gestion des cas de traite des êtres humains, en particulier des femmes et filles victimes et (ii) renforcement du système national de promotion de la parité ; b) valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; c) expérience dans la coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans le secteur genre ; d) transparence et absence de conflit d'intérêts.

La mise en œuvre par ces entités implique les objectifs spécifiques 2 et 3 de l'action, qui consistent respectivement à « *Appuyer la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des personnes pour assurer la protection des personnes les plus à risque, notamment les femmes et filles en situation de déplacement forcé qui sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle, aux travail et mariage forcés* » et « *Améliorer la prise en compte efficace de l'égalité des sexes dans les lois, politiques et stratégies nationales, à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre* ».

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiqué à la section 4.4.1.

#### 4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas d'échec de contractualisation avec les entités en gestion indirecte, les objectifs spécifiques 2 (« accompagner la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des personnes, notamment les femmes et filles vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux travail et mariage forcés ») et 3 (« améliorer la prise en compte efficace de l'égalité des sexes dans les lois, politiques et stratégies nationales, ainsi que leur mise en œuvre, à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre ») pourraient être mis en œuvre en gestion directe via des subventions. Le type demandeur visé est les des organisations de la société civile.

### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

## 4.6 Budget indicatif

<b>Composantes budgétaires indicatives</b>	<b>Contribution de l'UE (Chiffres en EUR)</b>
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4	
<b>OS 1 « Promouvoir l'autonomisation économique des femmes, grâce à un accès équitable aux opportunités d'emploi décent et moyens de subsistance durables, ainsi qu'un contrôle amélioré des moyens de production » composé de</b>	<b>7 500 000</b>
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	7 500 000
<b>OS 2 « Accompagner la mise en application de la loi portant lutte contre la traite des personnes, notamment les femmes et filles vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux travail et mariage forcés » composé de</b>	<b>3 000 000</b>
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.2	3 000 000
<b>OS 3 « Améliorer la prise en compte efficace de l'égalité des sexes dans les lois, politiques et stratégies nationales, ainsi que leur mise en œuvre, à travers un appui institutionnel en faveur de l'agenda nationale genre » composé de</b>	<b>3 300 000</b>
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.2	3 300 000
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	<b>200 000</b>
<b>Totaux</b>	<b>14 000 000</b>

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage du programme sera établi en tant qu'organe de décision. De manière indicative, ce comité de pilotage sera composé du MPGPPE, du Ministère du plan, de l'économie et de la coopération internationale et de la Délégation de l'Union européenne (UE) en tant qu'observateur. Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre.

Il rapportera au comité de coordination sectorielle genre, VBG et femmes paix et sécurité (CCS-VBG), dans le cadre du mécanisme national de suivi de la mise en œuvre du RCPCA. Il réunira au moins deux fois par an les principales parties prenantes du projet, y compris les représentants de la société civile (réseaux des femmes leaders, ONGI). Un comité de suivi opérationnel pourra également être mis en place. Il se réunira sur base trimestrielle en session ordinaire et sera présidé conjointement par un(e) représentant(e) du MPGPPE et de la Délégation de l'UE. Son rôle sera de suivre les activités mises en œuvre, de superviser l'avancement du projet et d'émettre des recommandations au Comité de pilotage.

Au niveau des districts, les structures locales de coordination du secteur affaires sociales coordonnent les différentes actions et donnent les orientations stratégiques en lien avec le comité national de pilotage.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire). Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, handicap et statut de déplacement et statut économique, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes. L'outil d'analyse de distribution d'impact (DIA) pourrait être utilisé comme source de données chaque fois que d'autres sources (données nationales, régionales et locales) ne sont pas disponibles pour vérifier si les résultats escomptés ont, dans une large mesure, bénéficié aux 40 % les plus pauvres en termes de revenu ou de richesse, ou aux groupes, ménages et individus défavorisés visés par le projet. L'analyse d'impact peut également être réalisée au début de la phase de mise en œuvre pour a) localiser les lieux où vivent les personnes les plus vulnérables et les cibler géographiquement ; b) identifier les principaux facteurs d'inégalité (par exemple, les raisons pour lesquelles les personnes n'ont pas accès à certains services) ; c) mettre en évidence les intersectionnalités (par exemple, les 40 % les plus pauvres qui sont des femmes, des enfants, etc.).

Les partenaires indiqués dans le paragraphe 4.3 seront responsable de mettre en œuvre (en partenariat avec les autorités nationales pertinentes) les enquêtes et études indiqués dans le cadre logique comme source d'évaluation des indicateurs.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: Les partenaires de mise en œuvre travailleront en collaboration avec le MPGPFFE afin de garantir la disponibilité et la qualité des données collectées. Des informations complémentaires seront fourni par les partenaires de mise en œuvre, le cas échéant. La baseline sera élaborée avec le MPGPFFE suite à la sélection des zones d'intervention géographique.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale pourront être effectuée(s) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours réalisée pour résoudre des éventuels problèmes tels que, par exemple, les facteurs de résistance pour l'autonomisation des femmes et filles bénéficiaires de cette action ainsi que la participation des jeunes et tirer des enseignements pour la partie restante de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et notamment la contribution à la réduction d'autres types de discrimination, comme celle fondée sur le handicap. Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

Le plan d'évaluation ou une composante de l'évaluation examinera la distribution de l'impact des activités réalisées sur les bénéficiaires les plus défavorisés, en s'appuyant en particulier sur l'outil d'analyse de la distribution d'impact.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contract</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution pour objectif spécifique 2
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Convention de contribution pour objectif spécifique 3
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	Subventions ONG pour objectif spécifique 1